



Conférence donnée au cours de la session 2011 des Semaines sociales, "La démocratie une idée

Éduquer à l'engagement démocratique

**Guillaume Légaut
Vaira Vike-Freiberga**

Guillaume Légaut*

Voilà trois jours que nous entendons dire que le monde a besoin d'un nouveau visage de la démocratie. En même temps, on n'entrevoit pas encore bien quel est ce nouveau visage de la démocratie et encore moins comment lui donner corps dans le monde actuel. Comment répondre alors à la question de l'éducation à l'engagement démocratique ? C'est un peu une gageure. Je voudrais partager quelques impressions tirées d'expériences rencontrées sur un parcours qui m'a amené à travailler avec des élus, avec des entreprises qui ont mis la démocratie au cœur de leur modèle plutôt que la recherche du profit et, surtout, dans cet engagement avec les jeunes des Scouts et Guides de France où nous avons essayé de construire une forme de démocratie associative.

Pour ce faire, je voudrais souligner trois mutations qui sont souvent vues comme des signes d'un déclin ou d'un effondrement de la démocratie et qui, à mon sens, sont au contraire peut-être des ressorts pour lire et déchiffrer ce que peut être ce nouveau visage de la démocratie. Auparavant, chaque personne se définissait par rapport à l'attachement à une communauté établie qui fondait l'espace politique, nous avions une citoyenneté nationale en France qui était assez bien définie. Le rôle de l'école républicaine était de socialiser les individus. L'éducation avait pour fonction principale de couler les individus dans le moule collectif, ce qui allait leur permettre de s'engager dans la société. Ce qu'il est d'usage d'appeler l'individualisme contemporain – à tort je crois – n'est ni une régression morale, ni le signe d'un déclin irréversible de l'action collective. Au contraire, il marque un rééquilibrage entre l'individu et le collectif, entre le politique et le social.

L'unité de la personne humaine

Dans le monde actuel, la société reconnaît de plus en plus l'individu comme un consommateur et de moins en moins comme un acteur. On voit l'individu sous l'angle de la jouissance de ses envies et de sa contribution au développement économique. En langage des jeunes, on dirait que les individus « s'éclatent », dans les deux sens du terme : ils se font plaisir et ils se fractionnent en morceaux. Il est dommage que la société voie les individus comme des personnes qui peuvent se fractionner. Si la société ne la voit plus, l'unité de la personne demeure. Chaque personne reste un être global ayant un potentiel unique à exprimer. L'enjeu d'une l'éducation à l'engagement démocratique est de considérer les personnes dans leur globalité, comme une ressource à faire fructifier. Elle n'est pas chargée de récolter, mais de

* Guillaume Légaut, membre du Conseil des Semaines sociales de France, est délégué général du Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale (CEGES) et ancien président des Scouts et Guides de France.

semer. Cette unité de la personne n'est pas complétude pour autant. On ne peut se réaliser soi-même qu'en relation, qu'en ouverture à l'autre, qu'en action avec les autres. J'aime cette phrase de saint Augustin, paraît-il : « Une personne est achevée par une autre personne [...]. L'éducation n'est possible que dans la relation à l'autre. L'engagement conduit cette relation. »

Le rapport à l'autorité et le rôle de l'expérience

Ce qui émerge aujourd'hui, avec le développement des moyens d'une plus grande autonomie personnelle (mobilité, communication, connaissance...), mais aussi avec l'avènement des valeurs individualistes, portées par la société de consommation et l'allongement de la durée de vie, c'est que les individus, et en premier lieu les jeunes, n'acceptent plus de se conformer à une organisation collective de référence. On construit moins son identité en disant « je suis Français ou membre de telle commune », on va dire « je suis français, mais aussi européen ». Ce n'est pas pour autant la disparition du collectif, car une forme de relation est venue s'ancrer dans une réalité expérimentale.

Le collectif est librement construit sur la base d'expériences individuelles mises en commun dans un processus de transaction. Les individus contestent la légitimité des institutions tutélaires et aspirent à exercer sans contrainte la liberté d'élaborer, y compris par essai et erreur, des règles d'action collective. Par exemple, adhérer à une organisation comme les Scouts et Guides de France, c'est être dans une relation complexe avec ce collectif, qui consiste aussi à sans cesse vouloir contester la manière dont ce collectif est conduit. On voit apparaître une nouvelle forme de l'engagement avec des gens qui sont plus des sympathisants que des militants, qui n'endossent pas la charge du collectif seuls, mais qui s'inscrivent en relation avec ce collectif. C'est ce qui peut expliquer un processus aussi enthousiaste autour des primaires du PS et, en même temps, un aussi faible taux de militantisme dans ce parti. D'un point de vue chrétien, nous pourrions dire que l'individu apprend à faire société moins en adhérant à la communauté qu'en faisant l'expérience de la communion fraternelle.

L'intériorisation du pluralisme

Pour certains, la modernité aurait rendu l'individu orphelin du social, sans appartenance collective significative, c'est-à-dire qui donne sens à sa vie. Pour d'autres, au contraire, l'individu moderne aurait à faire face à un excès de liens sociaux qu'il aurait du mal à hiérarchiser et à articuler. En réalité, l'individu contemporain n'a plus une appartenance sociale unique et stable, mais il est traversé de multiples appartenances, parfois contradictoires. Pour prendre une image, certains jeunes peuvent être en même temps membres de la JOC et des Scouts d'Europe.

Chaque personne a un attachement à différentes communautés – des attachements qui construisent véritablement l'identité des personnes, pour lesquels on est prêt à « donner sa vie », à sacrifier la « douceur des mœurs et libertés dont on jouit », et, à l'extrême, à engager son propre salut. Ce peut être sa communauté religieuse, sa communauté ethnique ou culturelle, le peuple au sein duquel on vit... De plus en plus de gens ont des attaches plurielles, qui sont de plus en plus souvent distinctes et qui ne se confondent plus, ce qui complexifie la manière de construire un système de valeurs collectif. On aurait peut-être intérêt à imaginer une forme de démocratie qui prenne assise sur ces différentes réalités, ces différentes communautés qui sont significatives pour les individus. On pourrait aller voter dans la communauté où on travaille, dans le pays d'où l'on est originaire et dans l'espace où on habite avec sa famille. Qu'est-ce que ces trois enjeux, l'unité de la personne, le poids de l'expérience et le pluralisme nous disent de la manière de s'engager ?

Restaurer la relation éducative

La démocratie est fondée sur l'idée que tout citoyen peut prendre part au gouvernement. Un système éducatif qui ne forme qu'un modèle unique est un système qui exclut. Il faut imaginer un système qui ne donne pas tant des droits que la capacité, à chacun selon sa personnalité, d'agir dans la communauté. Il faut donc essayer de remettre au centre de l'éducation la relation éducative qui ne peut pas reposer sur une logique d'échange, mais se construit d'abord sur une relation de don, une relation de confiance. Cela suppose d'avoir un regard positif et de considérer que chaque personne a droit à l'erreur. Comme le rappelait Olivier

Mongin, tout perdant doit être considéré comme un futur gagnant potentiel. Il n'y a pas de fatalité. « Bienheureux les fêlés, la lumière les traverse », comme aimait le dire un ancien secrétaire général de l'enseignement catholique. Par ailleurs, cela suppose de proposer une éducation moins individuelle et plus collective.

L'éducation doit poser un rapport juste à la loi. L'individu a besoin de règles et de repères qui contribuent à structurer sa personnalité. « Un fleuve sans rivage devient vite un marécage. » La loi ne doit pas simplement être un contrat ou une contrainte, mais une loi qui éduque, qui émancipe et libère, et non une loi qui contraint et déresponsabilise. Elle doit d'abord être le fruit d'une volonté générale partagée, une loi à l'élaboration de laquelle chacun a pris part.

Un ancrage plus concret

L'école enseigne de plus en plus des connaissances, des savoirs, mais elle éduque de moins en moins au savoir-être. Elle donne de moins en moins la possibilité d'avoir une expérience. Elle se limite à transmettre des règles universelles de vie collective. Alors que l'enjeu, aujourd'hui, est d'entrer dans une démarche authentique, vraie, de mettre ses actes en accord avec son discours. La question est moins de transmettre une idéologie que de donner à se confronter à la réalité et de donner à vivre des expériences. Pour éduquer à la démocratie, il faut ouvrir l'école sur le monde et la société, en faire un lieu plus ouvert aux apprentissages par l'expérience de la vie collective, tirer les fruits de l'expérience des tiers-lieux éducatifs, notamment dans le monde associatif. Il s'agit donc de sortir d'une démocratie formelle où l'on apprend au citoyen simplement à sanctionner de temps en temps, pour leur redonner de vraies capacités à être acteurs de cette démocratie.

Je cite cette image d'Amartya Sen : « Avoir le droit de faire du vélo », c'est la démocratie de droit, « Avoir un vélo », c'est la démocratie des chances, et « Savoir faire du vélo », c'est la démocratie des capacités.

Une démocratie pluraliste

L'éducation actuelle ne prépare pas les personnes à cette situation de pluralisme. Il en résulte pour la plupart des individus un sentiment de mal-être. On a l'impression que la richesse potentielle de la personnalité de chacun n'a pas sa place, qu'elle ne peut pas s'élaborer, ce qui crée de l'angoisse. Il est urgent que l'éducation non seulement apprenne à faire société, mais également à être en société. Qu'elle apprenne non pas seulement à acquérir de l'indépendance, c'est-à-dire la capacité à agir selon son intérêt, mais qu'elle donne plus d'autonomie, c'est-à-dire la capacité à faire des choix de valeur et à agir selon ces choix. Le pluralisme suppose d'apprendre à se rassembler sans se ressembler, à gérer l'unité dans la diversité, à faire coopérer des systèmes de valeurs entre eux. Le métissage des points de vue est une source d'innovation sociale importante. On le trouve dans la société civile, il est temps qu'il entre dans l'espace politique.

Apprendre à dialoguer

Pour organiser le dialogue dans cette pluralité, il y a nécessité de fixer des règles, une éthique. Il ne s'agit pas simplement de confronter des points de vue, mais de voir comment les combiner, les concilier, les articuler entre eux. La question du pluralisme nous oblige à voir comment inventer d'autres manières de dialoguer ensemble. Cela nécessite de la formation, de la concertation, mais aussi de travailler sur nos propres attitudes, nos manières d'être dans le dialogue, de savoir écouter et comprendre le point de vue de l'autre pour trouver d'autres solutions. La question de la pluralité, c'est la capacité à faire vivre ensemble des systèmes de valeurs différents, parfois irréconciliables entre eux, et qui pourtant se reconnaissent les uns les autres. La construction du bien commun n'est pas forcément la recherche de quelque chose en soi, mais de quelque chose qui se construit entre soi, qui peut être pluriel, le fruit d'une délibération. Il n'y a pas peut-être pas qu'un bien commun, mais des biens communs, comme le dit Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie. Si nous sommes capables de regarder les choses sous cet angle, nous aurons un regard plus positif sur l'engagement dans la démocratie.

En conclusion, je reprendrai ce proverbe portugais : « Dans la tempête il y a ceux qui élèvent des murs pour se protéger et ceux qui lèvent des voiles pour aller de l'avant. » J'espère que, face à la tempête qui traverse nos démocraties, vous serez nombreux à faire partie de ceux

qui sont prêts à lever des voiles. Nous avons des voiles en commun puisque l'unité et la dignité de la personne, le pluralisme, qui est une autre manière de dire la subsidiarité, le bien commun ou les biens communs, au fond, sont nos voiles du discours social de l'Église.

Jérôme Vignon : Merci d'avoir fixé le cap de l'espérance et d'avoir remis au cœur de nos débats la qualité de l'échange, l'éducation dans la dimension collective et cette importance de l'éducation pluraliste. J'invite maintenant Madame la présidente à nous apporter son regard et son expérience personnelle et à partager sa vision de cette éducation à l'engagement démocratique.

Vaira Vike-Freiberga*

Je suis très touchée par cette invitation. Le pays que j'ai eu l'honneur de présider pendant huit ans n'a eu que deux périodes de 20 ans d'indépendance. La république de Lettonie a été fondée en 1918, mais deux années additionnelles de luttes ont été nécessaires pour maîtriser son territoire et le libérer de troupes tant bolcheviques qu'allemandes. Vingt ans d'indépendance entre 1920 et 1940, suivies d'une occupation militaire par l'Union soviétique et d'une annexion illégale aux yeux du droit international, suivie d'une occupation par l'Allemagne nazie durant la deuxième guerre mondiale, puis des décennies derrière le Rideau de fer après la fin de la guerre. Voilà de nouveau vingt ans qui viennent de s'écouler depuis le renouvellement de notre indépendance rendu possible par l'écroulement de l'Union soviétique. Notre peuple a longtemps souffert du joug d'une idéologie totalitaire, d'un système de répressions aussi arbitraires qu'impitoyables et d'une économie centralisée, irrationnelle et autoritaire, dont les déficiences évidentes et cumulatives ont fini par contribuer à l'écroulement du système entier.

Nous voici depuis sept ans membres de l'Union européenne et de l'OTAN. Durant le processus de réformes et de changements qui ont précédé cette adhésion, durant les longues négociations et notre adoption graduelle de l'acquis communautaire de l'Union européenne, nous avons certes vécu des discussions internes, certains de mes compatriotes lettons exprimant des réticences devant des exigences qui, parfois, leur paraissaient excessives. Je leur rappelais alors qu'il n'était pas opportun de réinventer la roue et de tenter de reprendre les choses là où nous les avons laissées en 1940. Nous avons la possibilité de profiter de l'expérience acquise par la partie de l'Europe qui avait retrouvé la démocratie dès la fin de la seconde guerre mondiale et de rattraper ce demi siècle de stagnation sous un totalitarisme sanglant et oppressif.

Nous apportons aujourd'hui à la construction de notre Europe commune une expérience historique différente de la vôtre, mais qui complète la vision que nous pouvons avoir de notre avenir commun. En psychologie, une des premières expériences que font les étudiants est celle de la vision binoculaire : on voit une certaine image de son oeil gauche, une autre de son oeil droit. Ce n'est qu'au moment où le cerveau assemble les deux que nous avons une perception en profondeur, une vision binoculaire. Tous les peuples, y compris les Lettons, apportent une vision du monde, une compréhension de la démocratie qui est le fruit de leurs expériences, autant personnelles que nationales, qui est le fruit de leurs efforts pour garder leur intégrité nationale, individuelle, un sens de la continuité historique et, pour les chrétiens, entre autres, une appartenance à leur foi qui les mettait en danger de persécution. Tous ces vécus, toutes ces expériences font partie de notre héritage commun. La vision de l'Europe que nous avons formée depuis notre position de l'autre côté du Rideau de fer, celle que vous avez développée lors des décennies de démocratie et de liberté dont vous avez bénéficié, tout cela mérite d'être mis ensemble, puisque nous avons à construire un avenir commun, en dépit de tout ce qui pourrait nous séparer. L'Europe devrait être plus consciente de cette quatrième dimension qui est son histoire et qui est tellement différente pour tous les pays qui la composent. Nous avons besoin de comprendre que, la démocratie n'est pas quelque chose de concret et de définitif, mais une idée, un concept, un rêve, un espoir, qui a mis des siècles et même des millénaires à se développer.

La démocratie est une fleur délicate qu'il faut sans cesse cultiver, sauvegarder des vents rudes qui la menacent, nourrir de ses soins et attentions. Elle, si tendre, peut être menacée de façon inattendue dans n'importe quel pays du monde, comme le montrent trop bien les avancées et

* Vaira Vike-Freiberga a été présidente de la Lettonie de 1999 à 2007.

reculs des droits démocratiques dans divers pays, même pendant les derniers siècles de l'histoire européenne. Quand, aux États-Unis, au moment de la Déclaration de l'indépendance, on affirmait, comme une certitude incontestable, que tous les hommes ont été créés égaux, cette affirmation n'incluait pas les esclaves, ni même pas explicitement les femmes. Quand, en Angleterre, nous avons vu se développer une démocratie exemplaire aux yeux de certains, au XIXe siècle encore, on achetait un poste de député au parlement, tout comme celui d'un officier de l'armée britannique. L'histoire abonde d'exemples où ce que nous appelons aujourd'hui démocratie n'est que le fruit d'un long cheminement pas à pas, parsemé de victoires et de reculs. Néanmoins, lentement mais sûrement, l'idée fondamentale a été raffinée, celle de l'extension la plus grande possible des droits de l'être humain, des droits individuels en équilibre avec ceux de la société. La démocratie a évolué vers l'élimination des exclusions de toutes sortes, pour élargir le cercle de son « inclusivité ».

Que d'exclusions avons-nous connues au long de l'histoire de l'humanité, que d'exclusions ne sont-elles pas invoquées encore dans tant de pays de notre monde contemporain ! L'élimination de chacune d'entre elles a pu occasionner et occasionne encore de dures luttes et des résistances acharnées. La libération de tous les préjugés sociaux a exigé des changements radicaux dans les postulats de base qui règnent dans une société. Il aura fallu non seulement des débats acharnés dans les parlements, mais même une guerre civile, comme aux États-Unis d'Amérique, avant qu'il soit admis que les esclaves sont aussi des êtres humains. Il aura fallu plus d'une Révolution avant qu'on n'admette que les paysans ne sont pas des êtres inférieurs, que les aristocrates ne sont pas supérieurs de par leur naissance, que les femmes ne sont pas différentes des hommes en termes de droits, mais seulement en termes de leur privilège de mettre des enfants au monde. De quelque façon que l'on regarde la société, on retrouve des binarités, des scissions, des différences. Le principe fondamental de la démocratie est d'accepter que tout être humain a les mêmes droits devant la loi, de même que toute âme est aussi précieuse aux yeux du Seigneur que n'importe quelle autre. C'est une égalité inhérente, essentielle, fondamentale, qu'il n'y a aucun besoin de gagner par le mérite, qu'il n'y a point besoin d'acheter ou d'acquérir, mais que tout être humain possède de naissance. Mais ce n'est pas tout.

La démocratie se constitue d'un *demos*, c'est à dire un ensemble de gens réunis pour construire une société, un État-nation, une communauté de nations, que sais-je, peut-être un jour un gouvernement mondial... Mais ce *demos* se maintient en place selon certaines règles qui se résument au respect des droits de chaque individu, tant qu'ils ne portent pas atteinte à ceux de ses voisins.

C'est là qu'intervient un élément important : dans un régime démocratique, ce ne sont pas seulement les élections libres qui sont fondamentales et cruciales, mais aussi le fait que la population accepte d'accorder aux gagnants une chance, un temps limité, une occasion de régner et de prendre des décisions qui vont être contraignantes pour les autres. À condition que les perdants ne soient pas écartés de la vie sociale, qu'ils ne perdent pas leurs droits, mais qu'ils acceptent cet échange mutuel.

Dans le cadre des activités du club de Madrid dont je suis membre, j'ai eu l'occasion de me rendre en mission en Kirghizie, l'été dernier, juste après les émeutes qui ont eu lieu à Osh et l'expulsion d'un président démocratiquement élu, mais considéré comme corrompu et ayant abusé de son pouvoir. À l'époque, j'ai demandé à plusieurs représentants de partis politiques leur conception de ce qui devrait caractériser des élections honnêtes et démocratiques pour qu'ils les acceptent comme telles, pour éviter au pays de nouvelles émeutes et des affrontements violents entre ethnies. L'un des représentants m'a dit : « C'est très simple : si mon parti gagne aux élections, elles auront été démocratiques et honnêtes, s'il ne gagne pas, nous sortons dans la rue. » J'ai passé une heure et demie (avec quelque modeste succès, je l'espère) à lui expliquer qu'il y avait peut-être une autre façon de réagir à une défaite aux élections. Que, dans un concours ouvert, tout le monde ne pouvait pas être gagnant en même temps, qu'il y avait tout un processus dans les sociétés démocratiques qui lui donnerait une autre chance, aux élections suivantes, de fortifier ses positions.

Les pays démocratiques sont ceux qui, outre le fait de reconnaître les droits fondamentaux de l'homme, de l'individu, de la personnalité, ont aussi une gouvernance qui permet aux gens de respecter les opinions différentes, qui respecte le pouvoir en place sans oublier qu'il n'est que temporaire et conditionnel à l'approbation du peuple. Mais surtout, un État démocratique doit être capable de protéger la sécurité de ses citoyens, ce dont trop de pays aujourd'hui sont encore incapables. Parmi les pays que j'ai eu l'occasion de visiter ou dont nous entendons tous

parler dans les nouvelles, trop nombreux sont ceux où l'État, loin de protéger la vie et les droits des citoyens, devient un outil d'oppression et met leur vie en danger. La qualité de la gouvernance est cruciale, mais, à côté des forces politiques qui sont au pouvoir, il y a aussi la possibilité de participer par l'opposition, ce que les Anglais appellent si bien *Her Majesty's loyal opposition*, avec un accent sur l'idée de loyauté envers son pays. Si une position prend le pouvoir, l'un des principes fondamentaux de la démocratie, c'est que l'opposition garde sa place et son importance. Elle peut avoir un programme différent et des opinions différentes, mais elle reconnaît faire partie d'un même pays et respecte le contrat social qui existe dans cette société. J'aimerais vous rappeler, à vous les Français, que, malgré l'avance que vous avez sur bien des peuples, vous devriez, vous aussi, prendre conscience du fait que la démocratie est un processus, que ce n'est pas le lieu d'arrivée, mais le cheminement. C'est dans ce cheminement que je vous remercie d'être engagés par votre participation ici. La démocratie vous appartient, vous, citoyens de la France, comme elle appartient aux citoyens de tout autre pays. Elle demande vos soins tout comme une fleur dans votre jardin ou sur le rebord de votre fenêtre. Elle a besoin de votre amour, de votre compréhension, de votre effort d'analyse, de votre capacité d'évaluer et de comparer les positions politiques qui vous sont offertes. Vous aurez bientôt le privilège de choisir le meilleur des meilleurs qui, selon votre cœur et votre conviction, sera capable de diriger la France pour les années à venir. Mais vous avez aussi le privilège de savoir que, quel que soit le gagnant, vous ne serez pas écartés de la vie sociale, vous ne serez pas relégués aux oubliettes, vous allez garder vos droits. Alors, citoyens français, quand vous irez aux urnes, rappelez-vous que, du haut des siècles de votre histoire, ce ne sont pas seulement les grands esprits du passé qui vous regardent, mais aussi vos sœurs et frères du reste de l'Europe, parce que de votre choix va beaucoup dépendre comment nous allons sortir de la crise et construire notre avenir commun.

TABLE DES QUESTIONS* : *D'abord des remerciements. Vous n'avez bénéficié que d'un temps très court de formation politique et pourtant votre présidence a été forte pour votre pays. Merci de votre intervention si riche et si humaine. Comment et où apprendre la culture démocratique, l'éthique de la démocratie, la solidarité nécessaire pour la faire fonctionner ? Quelles idées et suggestions pouvez-vous nous proposer ? Comment faire participer les jeunes à l'espace politique ?*

Vaira Vike-Freiberga : L'éducation à la démocratie commence par l'éducation à l'individualité, puisque c'est la valeur de l'individu qui fait la valeur de la société. Je vous rappelle que tout enfant a besoin d'un sens d'appartenance et de protection. Quand les parents ne sont pas capables d'assurer leur responsabilité parentale, c'est là qu'une société démocratique intervient, de façon plus ou moins adéquate, pour remédier aux carences des familles qui ne peuvent pas donner à l'enfant la sécurité dont il a besoin pour grandir physiquement et s'épanouir intellectuellement et émotionnellement. Quelque chose dans notre héritage biologique fait que les enfants ont déjà, tout jeunes, tendance à distinguer l'autre, à chercher ses faiblesses. Ce sont des tendances qui peuvent devenir violentes et que l'éducation doit canaliser, comme le font les Scouts (ou les Éclaireurs), par exemple. Dans la société en général, je pense que la tolérance mutuelle est le pilier fondamental de l'apprentissage de la démocratie.

Guillaume Légaut : On ne naît pas démocratie, on le devient. Mme la Présidente a eu ce joli mot de chemin. La question est de savoir comment on permet aux gens d'entrer sur ce chemin. L'école républicaine, qui est censée être le lieu d'éducation des jeunes à la démocratie, ne doit pas être simplement un lieu de transmission des connaissances, des valeurs républicaines, mais aussi un lieu où se mettre en cheminement, où découvrir des chemins. À propos de l'absence des jeunes dans l'espace politique, je ne crois pas qu'ils en soient absents, c'est plutôt que l'espace politique souffre d'une vision un peu étriquée. En réalité, il y a des lieux où des jeunes sont engagés dans l'action politique, où ils construisent des espaces de délibération entre eux sur des questions de société, où il se mettent en mouvement, où ils expriment leurs attentes vis à vis du pouvoir. Certes, cela ne passe pas

* La séance était présidée par Philippe Da Costa, membre du Conseil des Semaines sociales de France. Hubert Chicou et Benoît Bonnichon, membres du Conseil des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

toujours par les partis politiques ou par les bulletins de vote, mais d'autres formes d'expression sont à l'oeuvre. Nous devons prendre conscience de l'émergence de ces lieux où s'exprime la voix politique des jeunes pour leur faire une place et les relier au collectif dans son ensemble. Car s'il y a fracture, c'est gênant. La démocratie doit ouvrir de nouveaux espaces et les relier au coeur du pouvoir si l'on veut que ce pouvoir continue à garder un lien et une légitimité avec ces citoyens.

– Madame la Présidente, vous avez dû pratiquer la démocratie dans un pays où toutes les générations ne l'avaient pas connue. Avez-vous dû mettre en place des processus particuliers pour réussir cette performance ?

Vaira Vike-Freiberga : Vous qui avez le bénéfice d'une société démocratique, vous êtes surtout conscients de ses déficiences et de ses défauts. Depuis mon pays, nous savons que les choses pourraient être bien pires que celles dont vous vous plaignez en France. Mais c'est une piètre consolation et même pas une excuse pour accepter ce qu'on juge inacceptable. Il faut lutter sans cesse pour faire avancer les idéaux de la démocratie, tant dans son propre pays qu'ailleurs dans le monde. Malgré les circonstances et quel que soit le système qui règne dans un pays, aussi injuste ou sanguinaire qu'il fût, ce qui est encourageant, c'est que l'être humain sait garder, le plus souvent, sa dignité et son intégrité personnelle. On voit le prix et le coût de l'oppression et du totalitarisme, mais si vous regardez ces peuples qui, après des années d'oppression, sont prêts à revendiquer leurs droits, cela nous rappelle qu'au coeur de chaque personne il y a ce désir de liberté, cette confiance en la dignité humaine. J'espère qu'un jour, ce ne sera pas seulement l'Europe et certaines régions privilégiées du monde qui pourront en profiter, mais que le monde entier pourra en bénéficier.

– Comment et où apprendre la culture démocratique, l'éthique de la démocratie, la solidarité nécessaire pour la faire fonctionner ? Quelles idées et suggestions pouvez-vous nous proposer ? Comment, en tant que citoyen, avoir prise sur les événements ?

Guillaume Légaut : Un constat partagé : le monde dans lequel nous vivons est complexe et nous devons nous confronter à cette complexité. Ce n'est pas forcément un piège, au contraire. C'est souvent une voie pour trouver des sources nouvelles. Mais la complexité est d'autant difficile à intégrer que nous avons peu de temps. Notre manière de raisonner est assez monolithique, selon un schéma centré sur un mode de fonctionnement et de relation économique. Nous devons avoir confiance dans les ressources de notre humanité. C'est dans le cheminement intérieur que nous pouvons trouver des clés pour comprendre ce qui entre en résonance avec cette complexité et qui nous permet de lui donner un sens.